

Printemps arabe et hiver américain

Il est probable que l'initiale ambiguïté américaine continue, même en consacrant ses efforts à trouver de nouveaux groupes à appuyer, et influencer, dans une région changeante.

Norman Birnbaum

Le « Printemps arabe » est finalement moins vert maintenant que lorsqu'il fut reçu avec grand enthousiasme par de nombreuses personnes à Washington. Les révolutions en Égypte et en Tunisie, les guerres civiles au Bahreïn, en Libye et au Yémen, le soulèvement désespéré en Syrie et les protestations en Algérie et en Jordanie ne constituent pas une mosaïque, mais un collage chaotique. L'assassinat d'Oussama ben Laden, l'intensification du conflit entre les États-Unis et le Pakistan, l'interminable labyrinthe d'Afghanistan et les grandes incertitudes en Irak s'ajoutent à la perplexité aussi bien des élites politiques que des citoyens intéressés. Il est impossible d'arriver à une conclusion générale sur l'imminence, les limites et la nature d'un changement important dans la politique américaine dans le monde arabe et musulman. Pendant ce temps, la décision d'Égypte de normaliser ses liens rompus avec l'Iran et le soutien égyptien à la tentative de réconciliation entre Al Fatah et le Hamas constituent un échec pour la diplomatie américaine.

Le *lobby* israélien, l'alliance qui appuie inconditionnellement les éléments les plus intransigeants de la politique d'Israël, s'est affaibli à cause des divisions de plus en plus grandes au sein de la communauté juive des USA, ainsi que par des doutes sur l'appui inconditionnel à Israël aux plus hauts échelons de l'actuel gouvernement. Ce *lobby* est composé non seulement par les habituels groupes exaltés du judaïsme américain, mais aussi par leurs alliés provenant souvent des secteurs protestants fondamentalistes de la chrétienté américaine, présentant de virulents préjugés contre les musulmans. Auxquels il faut ajouter les partisans de l'unilatéralisme en politique étrangère, pour qui Israël est un collaborateur militaire indispensable dans la politique des USA.

L'affaiblissement du *lobby* israélien est conséquence d'une reconsidération dubitative de notre vulnérabilité impériale. La situation de débiteur net du pays dans l'économie internationale soumet à un examen minutieux le maintien de la position américaine à l'étranger en général. Ils sont beaucoup, pas seulement des académiciens et des vétérans du service gouvernemental et mi-

litaire, à affirmer qu'une bonne partie de notre vulnérabilité nationale est due aux diverses formes dont notre présence dans une grande partie du monde provoque des antagonismes et des résistances. L'alignement avec Israël fait impossible un *modus vivendi* durable avec les gens du monde arabe et musulman tant que nous continuerons à accepter et, de ce fait, à être complices de l'oppression des Palestiniens et la confiscation continuelle de leurs terres. Le plus profond talent du talentueux peuple d'Israël, sa capacité à inventer toujours des justifications pour ne pas faire la paix avec les Palestiniens n'étouffe plus tous les doutes américains.

Les USA et le monde arabe pendant la guerre froide

La complexité et la densité de la présence américaine dans les pays arabes et musulmans est relativement récente. Elle débute avec la substitution après la Seconde Guerre mondiale du pouvoir britannique et français dans la région.

L'affrontement constant pendant la guerre froide entre les USA et l'Union Soviétique au Proche-Orient avait beaucoup plus à voir avec l'affrontement géopolitique qu'avec la possibilité de la propagation de l'idéologie et la forme d'État communiste dans la région. Gamal Abdel Nasser persécutait implacablement les communistes égyptiens, et les communistes irakiens furent réduits à une influence minimale après avoir aidé les officiers qui instaurèrent la république d'Irak. Les pays ouverts à la pénétration communiste à cause du radicalisme de leurs citoyens cultivés et sécularisés, l'Algérie et la Tunisie, étaient contrôlés dans la pratique par la France, en plus de leurs propres élites militaires, après avoir obtenu l'indépendance. La répression des communistes de Turquie fut extrêmement rigoureuse.

Cependant, il existe une technique de la guerre froide que les USA appliquèrent systématiquement dans toute la région : l'intégration des élites nationales dans le système mondial américain. Il s'agissait de personnes appar-

tenant aux cercles académique, des affaires, culturel, financier, gouvernemental, militaire, politique et même syndical lorsque celui-ci existait, qui étaient invitées aux USA pour des périodes éducatives plus ou moins longues, et qui étaient parfois achetées secrètement. On les encourageait à admirer la démocratie des USA, mais en ce qui concerne leur pays, nos experts leur conseillaient d'être patients. La « modernité » finirait par s'imposer au « traditionalisme », et ils identifiaient les élites « modernisatrices » précisément avec celles qui collaboraient étroitement avec les USA : les entrepreneurs et les militaires.

La théorie de la « modernisation » dans les décennies précédant l'effondrement du communisme soviétique justifiait l'incorporation de bon nombre des pays plus pauvres d'Afrique, Asie et Amérique latine à un bloc politico-économique contrôlé par les USA et leurs alliés. Les classes moyennes cultivées du bloc permettaient souvent qu'on les neutralise. Les Américains et Européens occidentaux préféraient les élites qui contrôlaient réellement les sociétés subordonnées. La classe moyenne cultivée devait supporter la corruption à grande échelle, la stagnation du développement national et la persistance de la tyrannie.

Intérêt renouvelé pour les droits de l'Homme

Dans le bref intervalle entre la période postérieure à la chute du bloc soviétique en 1989 et l'attentat contre les USA du 11 septembre 2001, les droits de l'Homme gagnèrent beaucoup plus d'importance dans le débat américain. Le besoin de faire face au communisme avec tous les moyens disponibles avait disparu. Une mauvaise conscience touchait les élites américaines pour inciter la République Populaire de Chine à adoucir la répression symbolisée par les événements de la place de Tiananmen. La possible mauvaise conscience que provoquait le fait que le gouvernement iraquien réprimât les chiïtes du pays après sa défaite en 1991 était moins évidente. Les énergies accumulées et les perspectives de mouvement des femmes jouèrent un rôle important dans l'intérêt renouvelé pour les droits de l'Homme. Qui plus est, le président Bill Clinton, en partie hédoniste, en partie chrétien libéral, prenait réellement au sérieux l'importance des droits de l'Homme. De même que Jimmy Carter, il provenait du sud des USA, transformé par le mouvement des droits civils (et dépendait politiquement du vote des afro-américains). Le génocide du Rwanda et le nettoyage ethnique dans les Balkans servirent pour que les droits de l'Homme occupassent une place relevable pendant cette période.



Le président Obama lors de son allocution devant le Comité des Affaires Publiques États-Unis-Israël (AIPAC). Washington, 22 mai 2011../YURI GRIPAS/LANDOV/CORDON PRESS

Le monde arabe et musulman était toujours l'exception. La terreur en tant qu'instrument politique révolutionnaire avait reçu un élan considérable grâce au recrutement par les USA d'escadrons d'islamistes pour lutter contre l'Union Soviétique en Afghanistan. L'attention américaine à ce que l'on définissait comme terrorisme islamiste était considérable même avant 2001 (le premier attentat contre le World Trade Center se produisit en 1993). La campagne d'Israël et ses défenseurs américains et européens, qui identifiaient la résistance à l'occupation de la Palestine avec le terrorisme islamiste (et qui offraient, fréquemment, des raisonnements pseudo-académiques pour dénigrer l'islam le taxant d'autoritaire, répressif et violent) fut clé pour cette exceptionnalité.

Les invasions d'Afghanistan et d'Irak en 2001 et 2003 furent justifiées en partie comme des opérations pour l'exportation de la démocratie, ce qui souleva logiquement une grande quantité de doutes. Bon nombre des dirigeants américains qui tant parlaient de démocratie pouvaient difficilement croire ce qu'ils disaient. Laissant de côté les résistances structurelles de chacun de ces pays si différents à l'importation d'institutions démocratiques, les forces d'occupation américaines montraient une ignorance ethnocentrique totale vis-à-vis du contexte. Ceux qui s'opposaient aux USA aux invasions étaient, souvent, des défenseurs plus sérieux des droits de l'Homme. Ils avaient et ils ont des doutes sur l'efficacité à long terme du pouvoir militaire, et ils croient que les USA peuvent servir leurs intérêts nationaux en s'unissant à un ordre mondial pluraliste. Rappelons-nous que la victoire élec-

torale de Bush et Cheney en 2000 n'est pas précisément un modèle universel de pratique démocratique.

Schématiquement, nous pouvons identifier trois versions américaines des droits de l'Homme au cours du siècle dernier. La première les concevait comme l'obligation morale américaine de racheter un monde perdu en le rendant semblable aux USA. Rappelons-nous de Woodrow Wilson, fils d'un pasteur protestant. La deuxième considérait que la question des droits de l'Homme était, de temps en temps, un instrument utile de l'hégémonie américaine. La troisième est quelque peu plus œcuménique et considère que les droits de l'Homme sont universels mais ne privilégie pas les modèles américains, même lorsque bon nombre des groupes œcuméniques des USA s'inspirent du mouvement américain des droits civils. Les frontières de chaque groupe sont poreuses et il existe beaucoup de formations par consensus et d'alliances changeantes. Cependant, nous pouvons affirmer que le président Barack Obama et la secrétaire d'État Hillary Clinton appartiennent au troisième groupe, de même qu'un nombre considérable de leurs fonctionnaires. Ceci explique le discours d'Obama au Caire en 2009 et l'avertissement sévère de Clinton aux dirigeants arabes au Qatar en janvier 2011.

Étant donné leurs préférences idéologiques, qu'est-ce qui explique la titubante, et même faible, façon d'agir du président et sa chef de la diplomatie ? Au moment d'écrire ces lignes, ils condamnent énergiquement la Syrie pour une répression qui, pratiquée au Bahreïn, nous rappelle leur acceptation résignée. Ils se sont montrés incertains et ambigus face aux révolutions en Tunisie et en Égypte. Ils ont préféré laisser les pays européens affronter la Libye et, lorsque les Européens n'ont pas pu le faire, ils ont confié le rôle américain à des organismes agissant sous couvert. Ces contradictions sont une continuation du singulier patron qui était évident, par exemple, en Égypte pendant des années. Là-bas, il était fréquent que les différentes sections de l'Ambassade américaine suivent des cours opposés, encourageant la démocratisation et armant, en même temps, les forces répressives du régime. Il n'existe aucune preuve concluante sur ce qui se fait maintenant (et avec quelle cohérence et quelles ressources) au Caire.

Avant le « Printemps arabe », Obama et Clinton se montraient indécis face au refus d'Israël d'entreprendre des négociations sérieuses pour mettre fin à l'occupation de la Palestine. Bien qu'avec quelques modifications, ils ont continué beaucoup de politiques de l'administration précédente, comme l'antagonisme ouvert et la guerre cachée en Iran, avec leur inévitable conséquence, l'intervention dans la guerre civile permanente au Liban.

Ignorance et peur

Les citoyens américains sont à la merci des médias, pour la plupart superficiels ou ignorants et souvent subjectifs, sur des questions comme la politique étrangère. Jusqu'aux protestations en Égypte, et

malgré leur importance, il n'existait aucune information périodique provenant de ce pays. Les fissures sociales qui conduisirent aux protestations et révoltes, les véritables techniques de gouvernance d'Hosni Moubarak et les complexités de la société échappaient à l'attention de la plupart des journalistes. Les présidents américains ne sont capables d'obtenir l'appui pour les opérations de politique étrangère à long terme, en particulier novatrices, que très difficilement. La difficulté se voit multipliée lorsque les citoyens sont incapables de comprendre ce dont parle le président.

Naturellement, dans les strates inférieures du gouvernement, dans le service diplomatique, l'armée, la CIA et occasionnellement parmi le nombreux personnel du Congrès, il existe des fonctionnaires présentant une expérience et des connaissances sur l'Égypte et le reste du monde arabe et musulman. Je me souviens du commentaire de Chas Freeman, qui fut ambassadeur en Arabie saoudite et occupa un grand nombre de postes importants : « À Washington, lorsqu'il faut prendre une décision sur un problème de politique étrangère, la première règle est de demander à ceux qui ont d'amples connaissances sur la question de quitter la salle ». Dans la bureaucratie de notre politique étrangère, ce qui compte ce ne sont pas les connaissances mais l'influence et le pouvoir.

Les différents groupes d'intérêt, bandes et groupes de pression au sein des bureaucraties agissent habituellement de façon coordonnée avec les groupes ethniques, financiers, industriels et religieux qui n'en font pas partie. Ces sempiternelles alliances survivent aux présidents et aux secrétaires d'État. Quoi qu'il en soit, le degré de contrôle exercé par le Département d'État sur la politique étrangère est une affaire d'une importance vitale, surtout étant donné que les forces armées et les agences d'intelligence ont des ressources budgétaires bien plus grandes et, souvent, plus de contact profond avec les élites de beaucoup de pays et plus de connaissances sur elles. Lorsque les troubles éclatèrent en Égypte, les hauts commandements militaires égyptiens se trouvaient à Washington pour assister à la réunion officielle annuelle avec leurs homologues américains. La situation ne manque pas d'aspects positifs. Le chef sortant de l'État-Major Conjoint, l'amiral Mike Mullen, a été un ennemi inconditionnel de l'action militaire ouverte contre l'Iran et il a été envoyé plus d'une fois à Jérusalem pour apaiser Israël. Il en ressort une conclusion claire. Un président n'hérite pas seulement les politiques de son prédécesseur, mais aussi des groupes plus grands de fonctionnaires civils et militaires qu'il lui est impossible de changer. Lorsque John F. Kennedy, à l'apogée de son prestige et son pouvoir, préparait son discours du 10 juin 1963, où il faisait un appel favorable à la fin de la guerre froide, il cacha les textes à ses conseillers militaires et politiques plus proches).

Étant données les circonstances, il est très difficile pour un président de changer les politiques en exprimant un avis différent sur les questions. Il doit convaincre des groupes idéologiques et des groupes

d'intérêts très consolidés dans le Congrès, s'assurer au moins la neutralité des médias et éliminer, ou au contraire vaincre, les défenseurs bureaucratiques des politiques qu'il prétend modifier. Bien qu'ils soient sous ses ordres en théorie, ces derniers ont toujours accès à des groupes politiques qui peuvent rendre les choses difficiles pour le président sur d'autres fronts. Chaque nuance raisonnable peut se décrire et se décrit comme un signe de « faiblesse » sur une scène politique où les simplifications prévalent, et où de nombreuses personnes des deux partis n'ont pas écarté l'idée de l'hégémonie américaine.

Incertitude jusqu'aux élections

En ce qui concerne la politique américaine dans le monde arabe et musulman, diverses forces antagoniques se combinent pour faire obstacle aux nouvelles initiatives. Le nouveau régime égyptien est en train de suivre l'exemple de la Turquie et il prend ses distances d'Israël en renforçant son appui aux Palestiniens. Cela provoque une hostilité extrême dans d'importants secteurs de l'élite de la politique étrangère américaine. N'importe quel président voulant profiter de la situation pour modifier le cours d'Israël aurait besoin de montrer un énorme courage. Il n'est pas probable qu'Obama agisse ainsi, à moins qu'il ne soit réélu et j'aimais avant, et même alors il soumettrait ses ressources politiques à une trop grande tension. Il est possible qu'il puisse compter sur l'appui de son nouveau directeur de la CIA, le général David Petraeus, qui a exprimé des doutes sur la convenance d'un lien trop étroit entre les USA et Israël. Il s'agit, cependant, d'une question pour l'avenir. Pendant ce temps, les militaires ont cultivé pendant des décennies leurs relations avec leurs homologues dans les pays arabes et musulmans, qui sont aussi des acheteurs des systèmes d'armes américaines et intéressent notre secteur de l'armement. Pour le moment, l'appui que les USA prêtent dans la pratique au gouvernement militaire en Égypte et en Tunisie est une alternative plausible à d'autres initiatives plus ambitieuses, une action dilatoire qui retarde les décisions difficiles jusqu'à ce que les (hypothétiques) circonstances les rendent plus faciles.

L'ignorance et la peur vis-à-vis de l'islam caractéristiques des USA profonds sont une barrière évidente pour la réconciliation à long terme avec l'islam. Il est vrai que les églises protestantes libérales, l'église orthodoxe orientale et certains secteurs de l'église catholique romaine sont beaucoup plus ouverts aux visions positives de la cohabitation avec l'islam que les protestants fondamentalistes. Sur ce point, le niveau éducatif influe beaucoup. Cependant, même les commentaires des américains très bien informés sur les derniers événements expriment une surprise face au caractère laïc de nombreuses protestations (comme si seul l'Occident était capable de se libérer de la théocratie).

Par conséquent, et surtout si l'on tient compte des imminentes élections présidentielles, il est impossible de faire une affirmation définitive sur le cours de la politique américaine. Il est probable que leur ambiguïté initiale continue, même alors que les différentes bureaucraties consacrent des efforts considérables à trouver de nouveaux groupes à appuyer (et influencer) dans une région changeante. D'un autre côté, il serait bon que ses citoyens et ses élites tentent de ne pas exagérer le pouvoir d'un pays impérial qui est profondément divisé et qui doit faire face à des problèmes nationaux et internationaux qui soumettent à une grande tension sa capacité actuelle à aborder ses propres affaires.

Avec cette toile de fond, la récente répétition du président de son discours de 2009 au Caire, son allocution devant le Comité des Affaires Publiques États-Unis-Israël et le débat public avec un Benjamin Netanyahu extraordinairement irrespectueux ont été des exercices rhétoriques ne présentant aucun lien avec une politique spécifique. Peut-être que le président n'est qu'un réaliste ironique, plus conscient des forces qui s'opposent à ses bonnes intentions, mais décidé du moins à laisser constance de celles-ci pour l'histoire. Ses appels au propre intérêt d'Israël ont été accompagnés d'approbation réitérées des positionnements israéliens les plus stériles et contreproductifs. Son appui à la démocratie arabe et musulmane a été excessivement discret en ce qui concerne l'Arabie saoudite, bien qu'extrêmement agressif vis-à-vis de l'Iran. Les fonds pour le développement économique que les pays du G-8 vont avancer sont très en-dessous du nécessaire pour un Plan Marshall occidental au Proche-Orient. Jusqu'à ce que les élections soient passées, on ne peut attendre des mesures sérieuses destinées à modifier la politique des USA, comme une pression décidée sur Israël et l'Arabie saoudite ou une tentative de négocier un grand accord avec l'Iran. Ceci présuppose la réélection du président Obama. Si l'un de ses possibles opposants venait à gagner, il est probable que nous nous dirigeons, que ce soit en allant de droite à gauche, à la dérive ou d'un pas décidé, vers un grand affrontement avec les forces de l'indépendance et la réforme dans le monde arabe et musulman (et, possiblement, vers une guerre ouverte contre l'Iran). Cependant, il est possible qu'entre temps les efforts du président Obama pour contrôler la situation ne fonctionnent pas. La résistance palestinienne organisée contre l'occupation, après le possible vote de l'ONU favorable à la constitution de l'État palestinien cet automne, obligera le gouvernement des USA à prendre des décisions qui intensifieront notre conflit politique interne. Il n'y a pas de preuves d'une quelconque planification sérieuse de la Maison Blanche au cas où ceci deviendrait une réalité, mais il y en a beaucoup qui montrent leur anxiété sur cette question. L'anxiété, cependant, est une très mauvaise conseillère dans une crise qui pourrait nous tomber dessus d'un moment à l'autre. ■